

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EDF-continue-de-dicter-la-politique-energetique>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°84 > **EDF continue de dicter la politique énergétique !**

**20 mars 2020**

## **EDF continue de dicter la politique énergétique !**

**Dans le feuilleton de la politique énergétique française, cet automne a donné lieu à un nouvel épisode illustrant la mainmise d'EDF sur les décisions et la complaisance du gouvernement**

Énièmes retards et surcoûts, réparations problématiques, nouvelles anomalies : en 2019, l'EPR de Flamanville a accumulé les déboires (voir notre article p.18-19). En juillet, dénonçant des "dérives inacceptables" dont il "tirerait toutes les conclusions à tous les étages", Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie et des Finances, commande même un audit sur la filière EPR. Ce constat aurait logiquement dû amener le gouvernement à y réfléchir à deux fois avant d'envisager la construction de nouveaux réacteurs. Officiellement, aucune décision ne devait d'ailleurs advenir avant 2021, voire avant la mise en service de l'EPR, prévue en 2023.

Or, le 20 septembre, EDF publie discrètement un appel d'offre au Journal Officiel de l'Union Européenne... en vue de la construction de deux EPR "nouveau modèle". Le 14 octobre, Le Monde dévoile une lettre éloquent, adressée à EDF par les ministres de l'Économie et des Finances et de la Transition Écologique. Semblant récapituler de précédentes discussions, ceux-ci demandent à EDF d'effectuer un état des lieux de la filière et de présenter pour mars 2020, un plan d'action... afin d'"être en mesure de répondre à l'exécution d'un programme de construction de trois paires de réacteurs sur trois sites distincts" !



Pour le gouvernement, interpellé, il ne s'agit que d'une "hypothèse de travail". La lettre n'évoque pourtant aucune autre piste. Et ces six réacteurs sont ce pour quoi plaide EDF depuis des années. Ils font aussi écho à un rapport remis fin août 2018 qui, prônant la construction de six réacteurs entre 2025 et 2035, n'était sans doute pas étranger à la démission de Nicolas Hulot.

Le 28 octobre, la remise du fameux rapport d'audit sur l'EPR, rédigé par l'ancien PDG de PSA, donne lieu à une mise en scène flagrante. Les grandes lignes du rapport, présenté comme "accablant" (sans pour autant qu'il contienne de faits nouveaux), sont présentées. Sortant les grands mots, Bruno Le Maire évoque un "constat d'échec", partagé par Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF. Elisabeth Borne, ministre de la Transition Écologique, mentionne de manière lapidaire que le gouvernement travaille également sur un scénario 100% renouvelable. Mais tout cela ne débouche sur aucune remise en question du programme EPR. Le rapport d'audit conclut en effet à la nécessité d' "afficher des programmes stables à long terme de construction de nouveaux réacteurs en France" !

Malgré l'agacement d'un Bruno Le Maire devant un "fleuron industriel" qui ne tient pas ses promesses, malgré la tentative affichée d'Élisabeth Borne de maintenir une autre option ouverte (jeu d'acteur ou volonté sincère de reprendre la main politiquement ?), il semble que la décision du gouvernement soit déjà prise : au nom d'un hypothétique "maintien des compétences", la construction de nouveaux réacteurs reste à l'ordre du jour. Le PDG d'EDF peut rester confiant.

**Charlotte Mijeon**

### **Le coût des nouveaux EPR**

Selon une note interne à EDF évoquée par Le Monde, EDF estime le coût de 6 nouveaux EPR à au moins 46 milliards, soit 7,5 à 7,8 milliards d'euros par réacteur. EDF étant fortement

endettée, l'État serait appelé à la rescousse pour un "préfinancement".

Et si ces sommes étaient consacrées aux alternatives ? Selon les calculs de l'initiative Rénovons, avec 7,5 milliards d'euros, on pourrait financer en un an entre 300 000 et 500 000 rénovations performantes de logements et éviter ainsi annuellement 900 000 à 1,5 million de tonnes d'émissions de CO2 !